

Jamaïque

Cette étude de cas nationale est extraite du rapport complet intitulé: "Exporter l'extinction: Comment le système financier international entrave l'avenir de la biodiversité." La version intégrale du rapport est disponible à l'adresse suivante: <https://climateandcommunity.org/exporting-extinction>.

Les pressions exercées pour obtenir des devises étrangères renforcent la domination de l'industrie de la bauxite et de l'alumine en Jamaïque. Cette domination a été renforcée par les ajustements structurels de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à la suite du sous-développement colonial, au détriment des écosystèmes et de la justice environnementale.

La Jamaïque est une nation insulaire riche en biodiversité, en particulier en organismes que l'on ne trouve nulle part ailleurs, appelés espèces endémiques -elle est classée au 5e rang des îles pour les plantes endémiques.¹⁹⁵ Cette biodiversité est menacée, les données de 2022 classant un total de 214 espèces de plantes et 48 espèces de poissons dans le pays comme étant menacées,¹⁹⁶ et les taux augmentant au fil du temps.¹⁹⁷

La biodiversité est en déclin en Jamaïque, en partie à cause des changements d'utilisation des sols et de la destruction des habitats uniques qui abritent ces espèces endémiques.¹⁹⁸ Bien qu'elle ne soit certainement pas la seule cause de dégradation, l'exploitation de la bauxite en Jamaïque en est un moteur considérable.¹⁹⁹ Le document de planification économique le plus récent du gouvernement indique explicitement que l'exploitation de la bauxite est liée à : "[m]ajor environmental impacts including loss of biodiversity ; reduction of forest cover ; loss of habitats, and watershed degradation" (impacts environnementaux majeurs, notamment la perte de biodiversité, la réduction de la couverture forestière, la perte d'habitats et la dégradation des bassins versants).²⁰⁰

Les préoccupations relatives à la qualité de l'eau, à l'héritage culturel et à la biodiversité ont atteint leur paroxysme dans le Cockpit Country, où vivent les Marrons, un groupe ethnique descendant des Africains réduits en esclavage et des communautés indigènes taïno.²⁰¹ Il s'agit d'une région de forêts calcaires au nord-est de la Jamaïque, riche en biodiversité et abritant de nombreuses espèces endémiques de l'île.²⁰² En 2022, l'Agence nationale pour l'environnement et la planification (NEPA) a délivré des permis à Noranda Jamaica Bauxite Partners II et à New Day Aluminium (Jamaica) Limited pour l'exploitation de 1 300 hectares

¹⁹⁵Environmental Solutions Limited, "National Strategy and Action Plan on Biological Diversity in Jamaica 2016-2021", NEPA, 2017, www.cbd.int/doc/world/jm/jm-nbsap-v2-en.pdf.

¹⁹⁶Erick Burgueño Salas, "Number of Threatened Living Species in Jamaica on the IUCN Red List in 2022, by Taxonomic Group", Statista, dernière modification le 17 avril 2023, www.statista.com/statistics/978559/number-threatened-species-jamaica-type/.

¹⁹⁷En 2015, le score de la Jamaïque dans l'index de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature était de 0,673. Il est passé à 0,668 en 2018 et à 0,665 en 2020. Cela suggère que la perte de biodiversité s'aggrave, bien que les données soient limitées ; voir : "Voluntary National Review 2022 : Goal 15, Planning Institute of Jamaica, 2022, www.pioj.gov.jm/wp-content/uploads/2022/10/VNR_Goal_15.pdf.

¹⁹⁸Dionne Newell, "Fifth National Report for the NBSAP Project", NEPA, 2015, www.cbd.int/doc/world/jm/jm-nr-05-en.pdf.

¹⁹⁹La bauxite est le minerai primaire utilisé dans la fabrication de l'aluminium. Après son extraction, le minerai est déshydraté, raffiné en oxyde d'aluminium (alumine) et enfin fondu en aluminium grâce à un processus chimique et énergétique intensif.

²⁰⁰"Vision 2030 Jamaica", Planning Institute of Jamaica, 2018, 260, www.pioj.gov.jm/wp-content/uploads/2019/08/MTF-2018-2021-March-2019.pdf ; outre le déboisement des forêts et autres écosystèmes nécessaires à l'exploitation minière à ciel ouvert, il est prouvé que la fertilité des sols diminue à long terme en raison du lessivage de la bauxite et de la perte de la couche arable due à l'érosion. En outre, les sols bauxitiques réagissent mal à la restauration, ce qui rend difficile la remise en état des terres après l'exploitation. Sur les impacts de l'exploitation de la bauxite, voir : Christer Berglund et Tommy Johansson, "Jamaican Deforestation and Bauxite Mining-The Role of Negotiations for Sustainable Resource Use", *Minerals & Energy* 19, no. 3 (2004) : 2-14, <https://doi.org/10.1080/14041040310034383> ; Madeline Lorch Tramm, "Multinationals in Third World Development : The Case of Jamaica's Bauxite Industry," *Caribbean Quarterly* 23, no. 4 (1977) : 1-16, www.jstor.org/stable/40653340.

²⁰¹Robert Connel, "Maroon Ecology : Land, Sovereignty, and Environmental Justice", *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology* 25, no. 2 (2020) : 218-235, <https://doi.org/10.1111/jlca.12496> ; Jean Besson, *Transformations of Freedom in the Land of the Maroons : Creolization in the Cockpits, Jamaica* (Kingston : Ian Randle Publishers, 2016).

²⁰²"Cockpit Country : Jamaica's Treasure Trove of Biological Diversity," Forestry Department of Jamaica, 2020, www.forestry.gov.jm/newsDetails?newsID=19.

de terres dans le comté de Cockpit.²⁰³ Dans deux plaintes déposées auprès de la Cour suprême (2021 et 2022), les habitants de la région ont invoqué la violation de leurs droits constitutionnels et des dommages importants causés par l'exploitation minière, notamment à leur santé, à leurs maisons, à leurs cultures, à leur eau potable, à leurs moyens de subsistance, et ont fait état d'au moins un décès.²⁰⁴ Dans l'attente d'une décision sur ces plaintes constitutionnelles, les plaignants ont demandé des injonctions pour faire cesser l'exploitation minière. Au début de l'année 2023, le tribunal s'est rangé du côté des plaignants et a émis une injonction, mettant ainsi un terme aux opérations minières dans la région.²⁰⁵ La Jamaïque et ses partenaires dans le projet ont fait appel de l'injonction, qui a été levée plus tard en 2023.²⁰⁶ Au début de l'année 2024, la plainte constitutionnelle n'a pas encore été entendue.

Compte tenu du rôle reconnu par le gouvernement de l'exploitation minière dans l'érosion de la biodiversité et de ces questions de justice environnementale, pourquoi le gouvernement prendrait-il le parti de l'industrie de la bauxite au détriment de ses citoyens ? Qu'est-ce qui maintient le secteur de la bauxite-alumine en place, malgré les impacts environnementaux et sociaux connus ? Comme le montre cette étude de cas, l'influence de l'industrie de la bauxite en Jamaïque découle des pressions exercées pour obtenir des devises étrangères, qui ont été renforcées par les ajustements structurels de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) à la suite du sous-développement colonial.

Les avantages économiques croissants mais inégaux de la bauxite

Le développement initial du secteur dans le boom de l'après-Seconde Guerre mondiale a été négocié entre le gouvernement colonial britannique et les multinationales américaines - Alcan, Reynolds et Kaiser. Bien que ces accords prévoient des taux de redevance peu élevés, "bien inférieurs à la valeur de la bauxite et de l'alumine exportées" - taux qui ont finalement été renégociés - l'industrie a apporté de nouvelles richesses et une nouvelle croissance au pays.²⁰⁷

Cependant, la Jamaïque tire moins de revenus de ses ressources naturelles qu'elle ne le pourrait. Comme la Jamaïque extrait de la bauxite, mais n'en raffine qu'une petite quantité en alumine, elle n'est pas en mesure de capturer les parties les plus précieuses du produit, y compris la fonte en aluminium.²⁰⁸ Les données de la première phase de l'industrie (1950-1967) suggèrent que le manque de valeur ajoutée a eu pour conséquence que "95 [pour cent] de la valeur brute générée par la bauxite jamaïcaine a été accumulée à l'étranger plutôt que sur le territoire national".²⁰⁹ En outre, les opérations minières jamaïcaines ont des effets négatifs tels que la concentration de la propriété foncière et la dépossession des paysans.²¹⁰

²⁰³Noranda Bauxite Limited porte désormais le nom de Discovery Bauxite, qui est entièrement détenue par Atlantic Alumina (fonderie basée aux États-Unis). Atlantic Alumina détient une participation de 49 % dans ce qui est appelé "Discovery Jamaica Bauxite Partners II", le gouvernement de la Jamaïque (GOJ) détenant les 51 % restants. Une concession du gouvernement jamaïcain permet à Atlantic Alumina d'extraire de la bauxite en Jamaïque jusqu'en 2030 ; voir : "Discovery Bauxite, Atlantic Alumina, consulté le 18 novembre 2023, <https://raccoon-horse-y9tn.squarespace.com/discovery-bauxite>.

²⁰⁴Le premier dossier a été déposé par la Southern Trelawny Environmental Agency (STEA) et Clifton Barrett en janvier 2021, avec une référence spécifique au Special Mining Lease (SML) 173. Ann en juillet 2022, concernant les activités minières menées en vertu des SML 165 et 172, et l'exploitation minière proposée en vertu du SML 173. En 2022, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a conclu que les communautés de St. Ann subissaient des préjudices importants et a demandé au gouvernement jamaïcain de prendre des mesures de précaution pour prévenir ces préjudices, voir : "La CIDH accorde des mesures de précaution en faveur des personnes afro-descendantes des communautés paysannes de St. Ann en Jamaïque ", Organisation des États américains, 2 décembre 2022, www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2022/267.asp.

²⁰⁵Balford Henry, "Bauxite Mining Case Hits Appeal Court", *Jamaica Observer*, 22 mai 2023, www.jamaicaobserver.com/news/bauxite-mining-case-hits-appeal-court/.

²⁰⁶"Claim of 'Irreparable Harm' from Noranda Bauxite Mining 'Speculative'-Court of Appeal," *Jamaica Gleaner*, 17 juin 2023, [https://jamaica-gleaner.com/article/news/20230617/claim-irreparable-harm-noranda-bauxite-mining-speculative-court-appeal](http://jamaica-gleaner.com/article/news/20230617/claim-irreparable-harm-noranda-bauxite-mining-speculative-court-appeal).

²⁰⁷Madeleine Lorch Tramm, "Multinationales in Third World Development : The Case of Jamaica's Bauxite Industry", *Caribbean Quarterly* 23, no. 4 (1977) : 8, <https://www.jstor.org/stable/40653340>.

²⁰⁸La valeur ajoutée à ce secteur provient de l'affinage en alumine (250 % d'ajout) et ensuite en aluminium (225 %). La Jamaïque participe à l'exploitation minière et au raffinage de l'alumine, mais pas à l'étape de la fusion ; voir Monica Silberberg, "The Jamaican Bauxite Industry & Decolonization", *Caribbean Quilt* 2 (2012) : 92-106, <https://doi.org/10.33137/caribbeanquilt.v2i0.19314>.

Dans la foulée de la montée du nationalisme économique du "tiers monde" dans les années 1970 et en réponse à l'augmentation des prix du pétrole qui pesait sur la balance des paiements et les coûts d'importation, la Jamaïque a imposé une taxe sur les exportations de bauxite en 1973 afin d'augmenter ses recettes dans ce secteur.²¹¹ Cette année-là, la Jamaïque a également commencé à prendre des participations dans des sociétés minières, notamment 51% des opérations de Kaiser Aluminum dans le pays, suivies par d'autres nationalisations partielles. Ces mesures ont augmenté les bénéfices que la Jamaïque tirait du secteur, mais la concurrence croissante d'autres producteurs de bauxite ayant des taxes et des redevances moins élevées (comme l'Australie, le Brésil et la Guinée) a considérablement réduit le pouvoir de négociation de la Jamaïque.²¹²

Les multinationales ont réagi aux efforts de la Jamaïque pour s'approprier une plus grande partie de ses parts en investissant ailleurs; "[l']investissement direct étranger a fui la Jamaïque pendant plus d'une décennie après l'imposition de la taxe sur la bauxite".²¹³ Face à la fuite des capitaux, à la stagnation de la croissance et à la pression croissante du FMI, la Jamaïque a effectivement mis fin, dans les années 1980, à ces efforts politiques visant à s'approprier davantage de bénéfices. La production a augmenté en conséquence, mais la Jamaïque n'a jamais regagné sa part du marché mondial.

Cette crainte omniprésente de la fuite des capitaux rend difficile l'amélioration de la surveillance et de l'application de la législation environnementale et l'obtention d'une plus grande valeur ajoutée grâce à une augmentation de la fiscalité. En outre, compte tenu de la participation directe de la Jamaïque à l'industrie minière, les organisations de la société civile affirment que la principale institution de réglementation est chargée à la fois de réglementer et de promouvoir le secteur, une situation que certains décrivent comme une "captation de la réglementation".²¹⁴

La bauxite-alumine a toujours été une source importante de recettes publiques, de PIB et d'emplois, bien que ces derniers aient tous diminué au fil du temps. Alors que la part de l'industrie de la bauxite-alumine dans les recettes publiques atteignait 25 % dans les années 1970, un commentateur suggère qu'elle ne contribue plus qu'à hauteur de 0,6 %.²¹⁵ En termes de contribution au PIB, le secteur des mines et carrières englobe une moyenne de 1,9 % entre 2018 et 2022.²¹⁶

²⁰⁹Richard Auty, "Multinational Corporations and Regional Revenue Retention in a Vertically Integrated Industry : Bauxite/aluminium dans les Caraïbes", *Regional Studies* 17, no 1 (1983) : 4, <https://doi.org/10.1080/09595238300185011>; au début des années 1950, les recettes publiques ne représentaient que 3 % de la valeur des exportations de bauxite et d'alumine, pourcentage qui est passé à 17 % après la négociation des conditions en 1957 (Tramm, "Multinationals in Third World Development", 8); voir également George L. Beckford, "The Social Economy of Bauxite in the Jamaican Man-Space", *Social and Economic Studies* 36, no. 1 (1987) : 1-55, www.jstor.org/stable/27862872; Michael Witter, "Prospects for Jamaica's Economic Development in the Era of the FTAA", in *The Caribbean Economies in an Era of Free Trade*, Michael Witter (Londres : Routledge, 2004), 169-186, <https://doi.org/10.4324/9781351147521>.

²¹⁰Tramm, "Les multinationales dans le développement du tiers monde", 8.

²¹¹Le gouvernement jamaïcain a imposé une taxe (7,5 % du prix de l'aluminium sur le marché mondial l'année précédente) sur la bauxite extraite en Jamaïque et exportée vers l'Amérique du Nord, ce qui a permis d'augmenter considérablement les recettes publiques, qui sont passées de 24,51 millions de dollars jamaïcains (JMD) par an en 1973 à 185 millions de dollars jamaïcains en 1977 ; voir : Silberberg, "The Jamaican Bauxite Industry & Decolonization", 102.

²¹²Pour une analyse des taux d'imposition et de redevance sur la bauxite dans les années 1970, voir : Sidiki Conde, "The Competitive Environment for a New Bauxite Mine in Guinea", thèse MSC (Colorado School of Mines, 1984), https://repository.mines.edu/bitstream/handle/11124/176378/Conde_10782501.pdf?sequence=1.

²¹³Witter, "Prospects for Jamaica's Economic Development in the Era of the FTAA", 180 ; "Les entreprises ont réagi aux mesures du gouvernement jamaïcain en diminuant les exportations de la Jamaïque vers les États-Unis et en augmentant la production de leurs usines en Guinée afin d'approvisionner le marché américain. En 1975, les entreprises ont doublé leurs importations aux États-Unis en provenance de Guinée, un nouveau venu dans l'industrie, qui était désormais menacé de connaître les mêmes problèmes économiques et sociaux que la Jamaïque en raison de la présence de ces multinationales", Silberberg, "The Jamaican Bauxite Industry & Decolonization", 103.

²¹⁴Jamaica Environment Trust, *Red Dirt*. L'Agence nationale de l'environnement et de la planification de la Jamaïque (NEPA) est la principale institution de réglementation de l'environnement en Jamaïque, mais en vertu d'un protocole d'accord, l'Institut jamaïcain de la bauxite est chargé de réglementer le secteur de la bauxite.

²¹⁵Paul Ward, "Phase Out Crude Bauxite Exports to Save the Cockpit Country", *Jamaica Observer*, 29 novembre 2022, [www.jamaicaobserver.com/columns/phase-out-crude-bauxite-exports-to-save-the-cockpit-country/](http://jamaicaobserver.com/columns/phase-out-crude-bauxite-exports-to-save-the-cockpit-country/).

Le nombre d'emplois a diminué depuis le pic atteint au début des années 1970 ; un rapport évoque une baisse de près de 50 % par rapport aux niveaux de 1975, l'industrie employant environ 0,3 % de la population active en 2018.²¹⁷ Mais même à son niveau d'emploi maximal, au début des années 1970, le secteur n'employait que 1,1 % de la population active.²¹⁸ Particulièrement au début du développement du secteur, les Jamaïcains occupaient principalement des postes de travail manuel de bas niveau, avec peu de mobilité professionnelle.²¹⁹

La balance des paiements et la recherche constante de devises et d'investissements restent un défi pour le pays et expliquent en partie le caractère "indispensable" de la bauxite, en dépit de ses impacts environnementaux et sociaux et de ses avantages économiques relativement faibles en termes d'emploi et de recettes publiques.

La chasse aux devises : dette et balance des paiements

Pour comprendre le soutien du gouvernement à l'industrie de la bauxite-alumine, il faut tenir compte du rôle du secteur en tant que source cruciale de devises étrangères nécessaires à la balance commerciale et au remboursement de la dette. En réponse aux actions en justice et à l'injonction de Cockpit Country, le ministre des finances a formulé la situation en termes existentiels, affirmant que la "survie de l'industrie est menacée et que l'économie jamaïcaine est confrontée à des bouleversements majeurs".²²⁰ Il a évoqué les emplois, mais aussi le rôle du secteur, qui génère "entre 300 et 500 millions de dollars US de devises chaque année".²²¹ Ainsi, bien que l'industrie représente une part relativement faible de l'économie jamaïcaine en termes de PIB, elle est essentielle pour obtenir les devises étrangères nécessaires au service des dettes extérieures, avec des contributions aux recettes d'exportation allant de 15 à 60 % des recettes d'exportation totales, avec une moyenne quinquennale de 42 % (voir tableau 1).

La Jamaïque est confrontée à des problèmes de balance des paiements depuis des décennies. En particulier, les prix élevés du pétrole dans les années 1970 ont fait exploser le problème, conduisant le pays à contracter des prêts auprès de la Banque mondiale et du FMI. Le pays continue de subir les conséquences économiques des crises de la dette des années 1980-90 qui ont imposé l'austérité, la libéralisation du commerce, la déréglementation, la suppression des salaires, la privatisation et une réduction générale de l'autonomie ; un commentateur affirme que le résultat a été que "l'élaboration des politiques a effectivement été déplacée de Kingston à Washington".²²²

²¹⁶"Economic and Social Survey Jamaica 2022 : Selected Indicators & Overview," Planning Institute of Jamaica, 2022, www.pioj.gov.jm/product/economic-and-social-survey-jamaica-2022-selected-indicators-overview/.

²¹⁷Selon le Jamaica Environment Trust, l'emploi en 1975 était de 6 900 employés directs et de 4 530 salariés ; en 2018, ce chiffre est tombé à 4 000 employés directs et à 1 429 salariés (voir Jamaica Environment Trust, *Red Dirt*).

²¹⁸Diane J. Austin, "Jamaican Bauxite : A Case Study in Multi-National Investment", *The Australian and New Zealand Journal of Sociology* 11, no. 3 (1975), <https://doi.org/10.1177/144078337501100312>.

²¹⁹Silberberg, "The Jamaican Bauxite Industry & Decolonization".

²²⁰"Mining Injunction 'Death Knell' for New Day, Noranda", *The Gleaner*, 20 février 2023, <https://jamaica-gleaner.com/article/lead-stories/20230220/mining-injunction-death-knell-new-day-noranda>.

²²¹"Injonction minière : 'le glas' pour New Day, Noranda".

²²²Tony Weiss, "Restructuring and Redundancy : The Impacts and Illogic of Neoliberal Agricultural Reforms in Jamaica", *Journal of Agrarian Change* 4, no. 4 (2004) : 461-491, <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2004.00088.x> ; voir également Witter, "Prospects for Jamaica's economic development in the era of the FTAA".

Malgré les prêts de la Banque mondiale et du FMI, le pays a souffert de l'augmentation du chômage et de la pauvreté urbaine et rurale. Les conditions du prêt exigeaient la suppression des droits de douane à l'importation, ce qui a également exacerbé le problème de la balance des paiements et transformé le pays en un "appendice consommateur" des États-Unis.²²³ La balance des paiements et la recherche constante de devises et d'investissements restent un défi pour le pays et expliquent en partie le caractère "indispensable" de la bauxite, en dépit de ses impacts environnementaux et sociaux et de ses avantages économiques relativement faibles en termes d'emploi et de recettes publiques. Il est également essentiel de noter que les prescriptions politiques du FMI et de la Banque mondiale ont contribué aux problèmes que les revenus de la bauxite et de l'alumine sont aujourd'hui censés résoudre.

Perspectives

Bien que l'industrie de la bauxite et de l'alumine contribue à l'économie d'une manière que les institutions financières internationales et le gouvernement jamaïcain considèrent comme indispensable, les organisations de la société civile jamaïcaine remettent en question ce discours en demandant ce que l'industrie apporte en termes de bénéfices économiques, ce qui soulève des questions sur la dépendance excessive à l'égard d'une industrie dont le temps avant l'épuisement est limité.²²⁴ Les communautés situées en aval font valoir devant la Cour suprême que la voie de développement très contraignante que représente la bauxite ne vaut pas la dévastation qu'elle provoque. Pourtant, les récits de développement soutenus par les principaux bailleurs de fonds et les institutions internationales continuent de façonner le terrain politique en Jamaïque. Ces récits mettent l'accent sur les mesures d'austérité et de consolidation fiscale qui entravent l'investissement dans la politique environnementale liée à la bauxite et aussi, plus largement, le développement de stratégies de développement alternatives.

Des années 2000 à aujourd'hui, la Jamaïque s'est concentrée sur la réduction de sa dette, ce qui a également entraîné une austérité au cœur des opérations gouvernementales, y compris un gel des salaires et une réduction des programmes publics.²²⁵ En 2023, le FMI considère que le pays est bien géré en raison de ses faibles niveaux d'endettement et de ses restrictions budgétaires, mais ces plafonds stricts sur la dette extérieure signifient également que le gouvernement a une capacité limitée à investir dans les infrastructures productives et l'industrie, les mesures de lutte contre la pauvreté, les risques climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité. Le FMI reconnaît que le développement des infrastructures est nécessaire pour attirer les investissements et pour mieux résister au changement climatique, mais on ne sait pas exactement d'où viendront ces fonds.²²⁶ La Jamaïque se retrouve donc à l'étroit: dépendante d'une industrie extractive qui ne profite pas directement à son écologie ou à son économie, elle n'a guère la possibilité de façonner d'autres avenirs.

²²³Witter cité dans Weiss, "Restructuring and Redundancy", 475 ; les importations de fruits et légumes frais ont dépassé les exportations, ce qui a conduit la Banque mondiale à déclarer que "le marché vous dit que l'agriculture n'est pas la voie à suivre pour la Jamaïque", Witter cité dans Weiss, "Restructuring and Redundancy", 471.

²²⁴Ces organisations comprennent la Southern Trelawny Environmental Agency (STEA), le Jamaica Environment Trust et le Windsor Research Centre, entre autres : " Bauxite Mining In Cockpit Country ", STEA, consulté le 18 novembre 2023, <https://stea.net/>; " Compensation Within the Bauxite-Alumina Industry in Jamaica ", Jamaica Environmental Trust, 13 septembre 2023, <https://jamentrust.org/download/compensation-within-the-bauxite-alumina-industry-in-jamaica/>; " This is Windsor Research Centre's Home Page ", Windsor Research Centre, consulté le 18 novembre 2023, <https://wrc.cockpitcountry.com/>.

²²⁵Michael Witter, "COVID-19 : Intensifying the Existential Threat to the Caribbean", *Agrarian South : Journal of Political Economy* 10, no. 1 (2021) : 155-172, <https://doi.org/10.1177/22779760211003540>.

²²⁶FMI, "IMF Reaches Staff-Level Agreement with Jamaica on a Precautionary and Liquidity Line (PLL) and the Resilience and Sustainability Facility (RSF) and conducted the 2022 Article IV Consultation", FMI, dernière modification le 15 décembre 2022, www.imf.org/en/News/Articles/2022/12/15/pr22345-jamaica-imf-reaches-sla-pll-rsf-conducted-2022-article-iv-consultation#:~:text=Building%20on%20Jamaica%E2%80%99s%20commitments%20under%20the%20Paris%20Agreement%2C,climate%20risks%20are%20properly%20managed%20by%20financial%20intermediaries.